

<http://www.mondialisation.ca/comment-les-banques-et-les-gouvernants-detruisent-les-garde-fous/5364873>

Comment les banques et les gouvernants détruisent les garde-fous

Par [Eric Toussaint](#)

Mondialisation.ca, 14 janvier 2014

[cadtm.org](#)

Région : [États-Unis](#), [Europe](#)

Thème: [Crise économique mondiale](#), [Histoire](#), [société et culture](#)

80



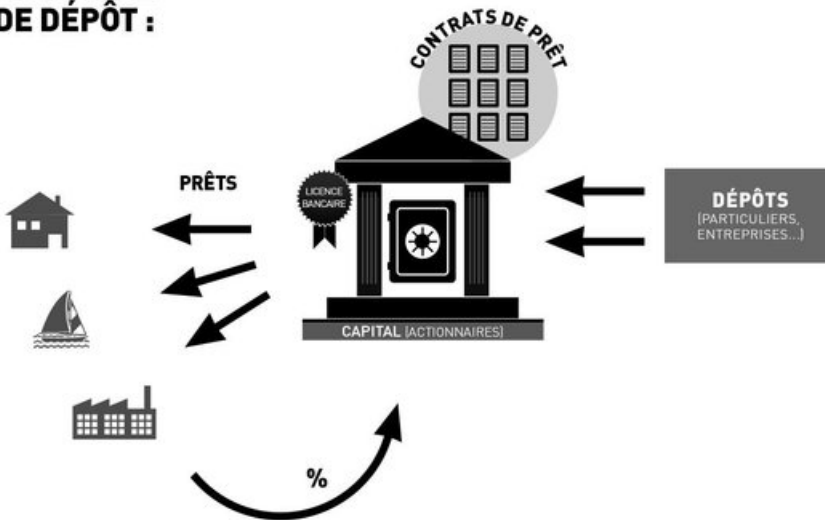
11

Le krach de Wall Street en octobre 1929, l'énorme crise bancaire de 1933 et la période prolongée de crise économique aux États-Unis et en Europe des années 1930 ont amené le président Franklin Roosevelt, et par la suite les gouvernements européens, à fortement réglementer le secteur financier afin d'éviter la répétition de graves crises boursières et bancaires. Comme le montrent Carmen M. Reinhart et Kenneth S. Rogoff (économistes néolibéraux nord-américains) dans *Cette fois, c'est différent. Huit siècles de folie financière* [1], ces mesures politiques ont permis de réduire drastiquement le nombre de crises bancaires au cours des trente années qui ont suivi la seconde guerre mondiale. Kenneth Rogoff a été économiste en chef du Fonds monétaire international (FMI) et Carmen Reinhart, professeur d'université, est conseillère du FMI et de la Banque mondiale. Selon leur analyse (pourtant fortement insérée dans la pensée dominante), la quantité très réduite de crises bancaires s'explique principalement « par la répression des marchés financiers* [2] intérieurs (à des degrés divers), puis par un recours massif aux contrôles des capitaux pendant bien des années après la seconde guerre mondiale ».

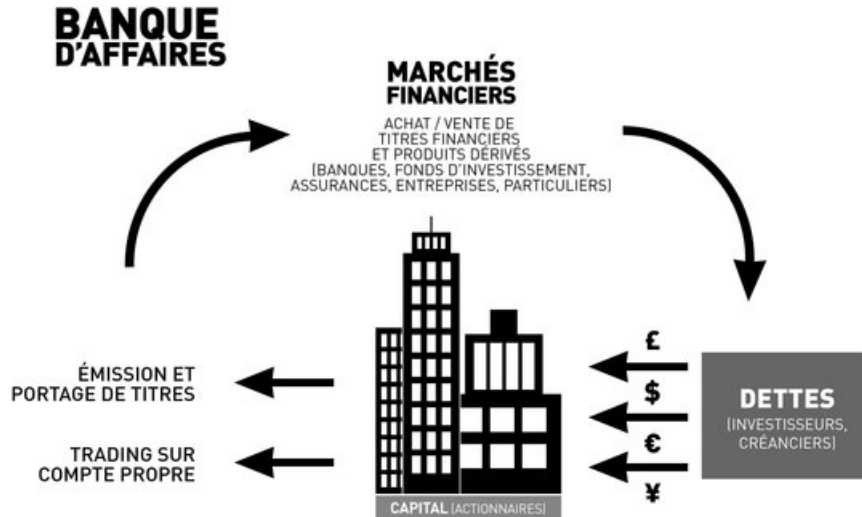
Une des mesures fortes prises par Roosevelt et par les gouvernements d'Europe (notamment sous la pression des mobilisations populaires à la fin de la seconde guerre mondiale) a consisté à réglementer strictement l'usage que les banques pouvaient faire de l'argent du public. Ce principe de protection des dépôts a donné lieu à la séparation entre les banques de dépôt* et les banques d'investissement* dont la loi américaine dite *Glass Steagall Act* a été la forme la plus connue, bien qu'elle ait été également appliquée avec certaines variantes dans les pays européens.

Avec cette séparation des métiers bancaires, seules les banques de dépôt (ou banques commerciales*) pouvaient recueillir les dépôts du public qui bénéficiaient d'une garantie de l'État. Parallèlement à cela, leur champ d'activités était réduit à l'octroi de prêts aux particuliers et aux entreprises, et excluait l'émission de titres, qu'il s'agisse d'actions* ou de tout autre instrument financier. Les banques d'affaires (ou banques d'investissement) devaient, quant à elles, capter leurs ressources sur les marchés financiers afin de pouvoir émettre des titres, des actions et autres instruments financiers.

BANQUE DE DÉPÔT :



En Europe, après la seconde guerre mondiale, la forte réglementation du secteur bancaire et, dans certains cas, la nationalisation d'une partie importante du secteur bancaire, sont à mettre en relation avec les fortes luttes sociales exprimant la volonté d'une rupture avec la société des années 1930, le rejet des magnats de la finance qui avaient soutenu ou collaboré avec les nazis, les fascistes... et s'étaient fortement enrichis.



Le virage néolibéral de la fin des années 1970 a remis en cause ces réglementations. Une vingtaine d'années plus tard, la déréglementation bancaire et financière en général avait fait des pas de géants. Comme le relèvent Kenneth Rogoff et Carmen Reinhart, les crises bancaires et boursières se sont multipliées dès les années 1980 sous des formes de plus en plus aiguës.

Dans le modèle bancaire traditionnel, hérité de la période prolongée de réglementation, les banques évaluent et portent le risque de crédit, c'est-à-dire qu'elles analysent les demandes de crédit, décident

